



3511 2022CA0012
3511 2022 0005

DECISION

Le Maire de Mulhouse

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22
- VU** la délibération du Conseil Municipal du 17 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs au Maire
- VU** l'arrêté n°2020-825 du 4 juillet 2020 portant délégation de fonction à Monsieur l'Adjoint Thierry Nicolas pour traiter des questions relevant de l'administration générale et des affaires juridiques

CONSIDERANT que, par jugement n° 1705063 du 13 décembre 2018, le Tribunal Administratif de Strasbourg a rejeté la requête de plein contentieux de Monsieur [redacted] demandant la condamnation de la Ville de Mulhouse à lui verser une indemnité de 15 000 € en réparation du préjudice résultant de faits de harcèlement moral dont il estime avoir été victime

CONSIDERANT que, par requête enregistrée au greffe de la Cour Administrative d'Appel de Nancy le 14 février 2019, Monsieur [redacted] a interjeté appel de la décision du Tribunal Administratif de Strasbourg

CONSIDERANT que, dans le cadre d'une médiation à l'initiative des parties, la Ville de Mulhouse et Monsieur [redacted] ont conclu un protocole d'accord le 6 décembre 2019 homologué par arrêt n° 19NC00446 en date du 23 juillet 2020 par la Cour Administrative d'Appel de Nancy afin de régler leur litige

CONSIDERANT qu'en date du 20 mai 2022, Monsieur [redacted] a, sur le fondement de l'article L 911-4 du code de justice

administrative, saisi Madame la Présidente de la Cour Administrative d'Appel de Nancy en vue de l'exécution de l'arrêt précité

CONSIDERANT que, suite aux échanges entre les parties, Madame la Présidente de la Cour Administrative d'Appel de Nancy a, par ordonnance du 23 août 2022, prononcé l'ouverture d'une procédure juridictionnelle en vue de statuer sur la demande d'exécution de Monsieur

CONSIDERANT que la Ville de Mulhouse entend constituer avocat

Décide :

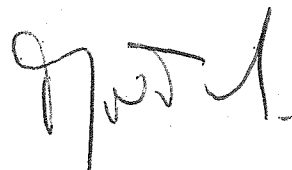
Article 1^{er} : La Ville de Mulhouse agit en défense dans le cadre du litige l'opposant à Monsieur et désigne la SELARL LE TEMPS DES DROITS, Avocats inscrits au Barreau de Strasbourg, afin de représenter et défendre ses intérêts devant la Cour Administrative d'Appel de Nancy.

Article 2 : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa notification au conseil de Monsieur et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Article 3 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Mulhouse, le 30 août 2022

Pour le Maire
L'Adjoint délégué



Thierry NICOLAS